



## Conseil économique et social

Distr.: Limitée  
30 avril 2013

Français  
Original: Anglais

---

### Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

#### Soixante-neuvième session

Bangkok, 25 avril-1<sup>er</sup> mai 2013

Point 8 de l'ordre du jour

Questions de politique intéressant la région Asie-Pacifique

### Projet de rapport

#### Résumé des messages issus du Groupe de haut niveau sur les politiques macroéconomiques prospectives pour un développement inclusif et durable

1. Le Groupe de haut niveau sur les politiques macroéconomiques prospectives pour un développement inclusive et durable s'est penché sur la question des problèmes de politique générale posés à la région au moment où les pays sont confrontés à un environnement économique mondial caractérisé par une incertitude croissante et la crise dans la zone euro et aux Etats-Unis. Le Groupe de haut niveau était constitué de:

- a) M. Timur Suleimenov, membre du Conseil (ministre) pour les politiques économiques et financières de la Commission économique eurasiennne;
- b) M. Hafiz Pasha, doyen de la Beaconhouse National University and ancien ministre de l'économie et des finances du Pakistan;
- c) M. Yuba Raj Khatiwada, gouverneur de la Nepal Rastra Bank;
- d) M. Sham L. Bhatija, ministre et conseiller économique principal du Président de l'Afghanistan;
- e) M. Gyan Chandra Acharya, Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

2. La Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a animé les travaux du Groupe. Dans son introduction, elle a rappelé les principaux messages contenus dans l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique. L'Étude prévoyait une croissance économique modérée pour les pays en développement d'Asie et du Pacifique en comparaison de la situation d'avant la période de crise financière

mondiale et avertissait que cela pourrait devenir la nouvelle «situation normale» pour beaucoup d'économies de la région si les tendances économiques actuelles se poursuivaient et si l'on ne s'attaquait pas aux entraves structurelles. Bien que région la plus dynamique, l'Asie et le Pacifique abritait toujours plus de 800 millions de personnes vivant dans une extrême pauvreté, 563 millions de personnes sous-alimentées et plus de un milliard travailleurs en situation précaire. L'Étude soulignait la nécessité d'un changement de paradigme dans les politiques macroéconomiques pour parvenir à un développement inclusif et durable, préconisant un meilleur équilibre entre l'effet de stabilisation et l'effet de développement. Elle a constaté que les deux colosses de la région, la Chine et l'Inde, connaissaient actuellement une transformation structurelle majeure axée sur la promotion de la demande intérieure. L'Étude mentionnait notamment le rééquilibrage de l'économie chinoise avec passage d'une croissance fondée sur l'investissement à une croissance entraînée par la consommation, ce qui pourrait avoir pour effet de stimuler les exportations de l'Asie-Pacifique vers la Chine. Elle citait également des exemples de politiques de salaire minimum qui pouvaient non seulement augmenter la productivité et les revenus des travailleurs, mais également améliorer les perspectives d'emploi à long terme sans conséquences négatives pour les entreprises. Dans le cadre d'une évaluation jamais effectuée auparavant, l'Étude a examiné, et estimé d'un coût abordable pour la plupart des pays, les besoins d'investissement public liés à un ensemble indicatif de politiques comprenant une garantie universelle de l'emploi, un régime de retraite universel, des indemnités pour les personnes handicapées, une augmentation des dépenses de santé publique, la scolarisation universelle et l'accès universel aux énergies modernes.

3. M. Suleimenov a noté l'argument contenu dans l'Étude selon laquelle le développement inclusif et durable pourrait contribuer à soutenir une croissance économique reposant sur une assise large dans la région Asie-Pacifique, en stimulant les sources intérieures de la demande globale, ce qui pourrait avoir des effets d'entraînement positifs à travers le commerce intrarégional. Il a fait remarquer que l'abondance des ressources naturelles du Kazakhstan avait été à la base de la croissance économique rapide du pays, ainsi qu'une production accrue de gaz alimentés par les investissements étrangers directs (IED). Cependant, aller plus avant dans la diversification était problématique du fait des incitations à la poursuite de la spécialisation dans les industries extractives liée au cours élevé des produits de base. De plus, comme pour les autres pays riches en ressources, la dépendance du Kazakhstan à l'égard des exportations de produits de base le rendait très vulnérable à l'environnement économique extérieur, comme on l'avait vu en 2008, quand la chute du prix du pétrole avait provoqué une crise bancaire dans le pays. Le gouvernement avait mis en œuvre un programme national pour un développement industriel accéléré fondé sur l'innovation afin de s'attaquer à ces problèmes et de garantir une croissance économique stable et équilibrée grâce à la diversification et à une meilleure compétitivité. Financé par des investissements publics et privés dans des domaines comme l'infrastructure et le commerce, le programme avait aidé à accroître le PIB national de plus d'un point de pourcentage en 2011 et 2012. Rappelant que le Kazakhstan avait un large territoire et une faible population, et donc un marché interne limité pour les nouvelles industries, il a informé le Groupe de haut niveau que la mise en place et le développement d'une union douanière et d'un espace économique commun entre le Kazakhstan, la Fédération de Russie et le Bélarus dans le cadre de la Commission économique eurasiennne devraient offrir au Kazakhstan un marché plus étendu et une économie plus diversifiée. Son statut de pays sans littoral faisait que le Kazakhstan était particulièrement concerné par les questions de commerce et de transit, et que le développement des infrastructures de transport était pour lui une priorité.

4. M. Pasha s'est félicité du message émanant de l'Étude 2013 selon lequel la qualité de la croissance était aussi importante que la quantité, car la croissance rapide en Asie et dans le Pacifique s'était accompagnée du creusement des inégalités. Les pays ne pouvaient plus avoir pour stratégie de croître d'abord et de distribuer ensuite. Un accroissement des inégalités dans la phase initiale de la croissance était très difficile à rattraper par la suite, aussi était-il crucial de promouvoir une croissance inclusive et de fournir aux personnes vulnérables une protection sociale. Il a évoqué quatre éléments clefs d'une croissance inclusive: a) elle devrait concerner des secteurs dans lesquels travaillent les pauvres, notamment l'agriculture; b) elle devrait être encouragée dans les zones rurales où vivent les pauvres; c) elle devrait tirer parti des atouts des pauvres et dont reposer sur des activités à forte intensité de main-d'œuvre; et d) elle devrait produire davantage de biens et services consommés par les pauvres. La croissance inclusive devrait reposer sur des politiques commerciale, budgétaire, financière et monétaire privilégiant les aspects suivants: a) politiques budgétaires axées sur la redistribution; b) finances inclusives; et c) un bon ordonnancement de la libéralisation du commerce. L'intervenant a souligné le message essentiel de l'Étude, selon lequel la croissance inclusive stimulerait encore la croissance et que les politiques macroéconomiques devraient comporter un plus grand équilibre entre leur rôle de stabilisation et leur rôle de développement. Les gouvernements pouvaient rechercher un développement inclusif et durable tout en maintenant la viabilité budgétaire et la stabilité des prix, et il n'était pas nécessaire de choisir entre croissance économique, développement social et durabilité environnementale. Il a noté que, selon l'Étude, il était financièrement possible d'investir dans un ensemble de politiques répondant aux besoins des populations et que cela n'entraînerait pas d'inflation galopante ou de crise de la dette publique. Il a insisté sur la possibilité de mobiliser les ressources intérieures en élargissant l'assiette de l'impôt et en rendant celui-ci plus progressif. Il a suggéré que les prochaines éditions de l'Étude traitent des inégalités entre pays et proposent des politiques permettant aux pays les moins avancés de bénéficier des économies les plus dynamiques de la région. La CESAP devrait également continuer à faciliter les efforts d'intégration régionale, notamment en tenant un rôle de chef de file dans la création d'un fonds monétaire asiatique.

5. Selon M. Khatiwada, la nouvelle problématique du développement exigeait des politiques non conventionnelles. En particulier, les politiques macroéconomiques pourraient être conçues pour promouvoir l'équité, l'inclusion et les transformations économiques, avec une place accrue accordée aux investissements agricoles, au développement des petites et moyennes entreprises, à la croissance des salaires et de la productivité ainsi qu'à l'inclusion financière. Les pouvoirs publics pourraient revoir les priorités en matière de dépenses publiques au profit des secteurs productifs et évaluer leur impact sur la réduction de la pauvreté, le progrès social et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les banques centrales pourraient aussi élargir leur horizon, au-delà des questions d'assouplissement ou de resserrement monétaires, et s'intéresser à des questions comme la qualité du crédit et l'accès équitable aux ressources financières. Étant donné la place prioritaire accordée par les marchés au profit et à l'efficacité, les pouvoirs publics devraient jouer un rôle accru dans la création d'emplois, la garantie de l'emploi et les filets de protection sociale. Il a noté que les coopératives et les associations locales pourraient constituer un troisième acteur important, aux côtés de l'État et du marché, dans la promotion d'une croissance inclusive et durable. C'était particulièrement le cas pour ce qui concernait l'accroissement des investissements dans le secteur agricole et l'augmentation des salaires et de la productivité dans les zones rurales. Il a souligné le rôle crucial d'une fiscalité progressive et d'une politique budgétaire axée sur la

redistribution pour le développement inclusif et durable, suggérant que la CESAP effectue de nouvelles recherches et analyses dans ce domaine.

6. M. Bhatija a expliqué que la richesse en ressources naturelles pourrait être exploitée au bénéfice de la majorité. Pour assurer une bonne utilisation des ressources naturelles, le Gouvernement afghan a pris des mesures concernant notamment la clarté des contrats. L'intervenant a également évoqué les plans de développement économique à long terme de son pays, qui bénéficiaient d'un soutien important de la communauté internationale. Au fil des ans, le pays avait enregistré des progrès importants en matière de développement des infrastructures et d'amélioration du revenu par habitant. Par ailleurs, l'Afghanistan aspirait à devenir une plaque tournante régionale et un carrefour pour l'Asie du Sud ainsi que pour l'Asie centrale et occidentale. Cependant, il y avait encore à faire dans le domaine social, pour répondre notamment aux besoins des réfugiés rapatriés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le secteur agricole appelait également une plus grande attention, sous la forme notamment de davantage d'incitations à l'investissement agricole de la part des pouvoirs publics mais aussi des agriculteurs eux-mêmes. Il a insisté sur l'importance du respect du droit pour assurer une croissance équitable dans le pays, ainsi que de renforcement des institutions. Il pensait que la CESAP pourrait promouvoir le partage d'expérience entre États membres et entreprendre de nouvelles analyses et des activités de renforcement des capacités dans ces différents domaines.

7. M. Acharya constatait que l'Étude fournissait des estimations du coût des investissements sociaux dans six domaines clefs, ce qui était une première dans le système des Nations Unies. Il a cité la pauvreté, la faim et un mauvais accès aux services sociaux comme les principaux problèmes rencontrés par les pays ayant des besoins particuliers, pays qui avaient besoin de davantage d'investissements dans le secteur social pour aider au renforcement des capacités productives et à la création d'emplois. Ces pays se caractérisant souvent par une faible croissance économique, un faible niveau d'épargne et des recettes fiscales insuffisantes, il fallait une aide internationale accrue pour promouvoir leur développement. Cela était également souligné dans l'Étude, qui constatait que des pays comme le Bangladesh et les Fidji avaient besoin d'investissements importants pour mettre en œuvre l'ensemble indicatif de politiques sociales qui était proposé. Vu les incertitudes de l'économie mondiale, la tendance à la baisse de l'aide publique au développement (APD) était devenue une préoccupation majeure. Cependant, les mesures d'austérité à court terme prises dans les pays développés ne devraient pas servir de prétexte pour réduire l'APD. Dans le même temps, le piétinement des négociations commerciales mondiales et l'importance indue accordée à l'IED constituaient des obstacles au développement à long terme de ce groupe de pays. Les aspirations des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement figuraient en bonne place dans le programme de développement pour l'après-2015 visant à assurer un avenir plus sûr, plus équitable et plus durable.

8. Le Groupe de haut niveau a aussi répondu à trois questions posées en ligne grâce à Twitter et à la diffusion en direct sur le Web de ses travaux. Les questions portaient sur la gouvernance et les institutions, l'investissement public dans le secteur agricole et l'accroissement des inégalités et leurs liens avec le nouveau paradigme de développement. En réponse, M. Pasha a souligné l'importance de la bonne gouvernance, du renforcement des institutions, notamment au moyen d'une responsabilisation accrue, et de l'égalité d'accès à l'information. M. Khatiwada a insisté sur la création d'emplois et l'investissement dans le secteur agricole comme ayant une importance cruciale dans la lutte contre l'accroissement des inégalités.

9. En résumé, la Secrétaire exécutive de la CEPALC s'est félicitée de l'estimation des investissements publics nécessaires à la mise en œuvre de l'ensemble indicatif de politiques proposé dans l'Étude 2013 pour promouvoir le développement inclusif et durable, et qui pourrait servir de modèle à d'autres régions. Elle a rappelé les quatre messages essentiels émergeant des travaux du Groupe de haut niveau: l'importance des politiques budgétaires; le financement du développement; la gouvernance et le financement des institutions; et la coopération Sud-Sud.

---